

Publié le 13 avril 2018

Le président de la République chez les catholiques

L'événement était inédit. Invité par la conférence épiscopale de France à une soirée aux Bernardins, le Président de la République a tenu un discours qui n'a pas manqué pas de faire réagir aussi bien la classe politique que la presse et les milieux catholiques.

Le 9 avril dernier, au Collège des Bernardins, Emmanuel Macron a présenté sa vision de la laïcité.

Des réactions nombreuses et contrastées

Dès le lendemain, le discours du président de la République a été [abondamment commenté](#) sur les réseaux sociaux par des personnalités issues aussi bien de la Droite que de la Gauche. Jean-Luc Mélenchon a «twitté» : «Monsieur le président, le lien avec les églises n'a pas été abîmé ! Il a été rompu en 1905 ! Remettre en cause la séparation des églises (sic) et de l'État, c'est ouvrir la porte de la politique aux fondamentalistes de toutes les religions. C'est irresponsable.» Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste, a réagi : « L'église (sic) catholique n'a jamais été bannie du débat public. Quel lien restaurer avec l'État ? En République laïque, aucune foi ne saurait s'imposer à la loi. Toute la loi de 1905. Rien que la loi.» Aurore Bergé, député LREM des Yvelines, a affirmé que, selon le président de la République «les recommandations de l'Église catholique sont une voix utile à écouter [...] mais en aucun cas une injonction.» Les personnalités politiques semblent toutes avoir un avis différent, en fonction de leur positionnement sur l'échiquier politique. Dans la presse, les appréciations sont tout aussi différentes.

Dans le [Huffington Post](#), Thomas Guérolé, un politologue français, signe : «Non, Macron n'avait pas sa place chez les évêques de France», défendant une position jusqu'au-boutiste de la laïcité, évoquant le «viol évident du principe de laïcité». Il argue ainsi que «les exemples de tartufferies d'élus de la République dans le traitement du fait religieux sont très abondants», notamment les dispositions concordataires ou les fêtes chômées chrétiennes.

Moins orienté sur la stricte application de la laïcité, l'[Obs](#) révèle que le contenu du discours du président de la République a choqué certaines communautés : «Dans son discours fleuve, le président a une nouvelle fois choqué plusieurs associations LGBT en évoquant le rapport de l'Église à la famille», en affirmant que «tous les jours, les mêmes associations catholiques et les prêtres accompagnent des familles monoparentales, des familles divorcées, des familles homosexuelles, des familles recourant à l'avortement, à la fécondation *in vitro*, à la PMA, des familles confrontées à l'état végétatif d'un des leurs.»

Quelle conception de la laïcité ?

Le danger de la pénétration d'un islam radical dans la sphère publique inquiète le journal [Causeur](#), qui analyse le discours du président comme celui d'un chrétien libéral, notamment lorsqu'il invoque la «plupart des hommes politiques chrétiens», comme Delors et Schumann. Le site explique que la laïcité dans sa conception classique est un rempart contre l'islamisme et même une protection pour les chrétiens, les juifs et les musulmans modérés. Gabrielle Cluzel, rédactrice en chef du site [Boulevard Voltaire](#), analyse du point de vue catholique que le discours de Macron est «un beau discours pour ne rien dire», reconnaissant d'une part, de «beaux passages sur la confrontation souffrante, pour tout homme d'action, entre la perfection de la conviction et l'irréductible imperfection du réel», tout en regrettant le flou qui règne autour du discours, par exemple autour du terme de «dignité» : «Les catholiques œuvrent "pour la dignité des plus fragiles", les félicite Emmanuel Macron. Bien sûr, mais il aurait fallu préciser ce que signifient ces mots pour eux. Celui de dignité a été si galvaudé que l'on peut, aujourd'hui, revendiquer "tuer le plus fragile" par "dignité".»

[Le Figaro](#) a largement couvert le discours du Président de la République. Jean-Marie Guénois y voit «un coup d'état» qui vise à détrôner une laïcité crispée», voire une «OPA sur les catholiques» de la part du Président. «Invité, lundi, à la soirée de la Conférence des évêques de France au collège parisien des Bernardins, il s'est mué en invitant». Qui plus est «en tendant, non pas une main, mais les deux bras à ses hôtes catholiques pour leur donner, si certains l'avaient perdu, le goût de la République.» Dans une analyse plutôt historique, le grand reporter [Guillaume Perrault](#) affirme que la loi de 1905 n'a jamais empêché le dialogue entre les religions et l'État, rappelant que la coupure des liens entre l'Église et l'État a provoqué des véritables ruptures : «Toute référence à une foi fut bannie des cérémonies officielles», l'impossibilité de financer la construction d'un bâtiment religieux, etc. Cependant «la législation n'enjoint pas aux ecclésiastiques de se terrer dans leurs églises». Il conclut que «le dialogue n'est pas la compromission ni le renoncement à l'indépendance». [Guillaume Tabard](#) ne dit pas autre chose quand il fustige les «réactions pavloviennes» des thuriféraires d'une laïcité stricte. Il rappelle également qu'il s'agit de «cris d'orfraie» de ceux qui s'offusquent quand il s'agit de parler aux catholiques «mais qui, courant les dîners de rupture de jeûne, se montrent moins sourcilieux envers un islam qui lui encore, n'a pas réglé pleinement son rapport à la laïcité». Il met également en garde Emmanuel Macron d'utiliser de bons mots pour convaincre et de ne pas poser des actes pour confirmer ses paroles : «Des deux côtés [ceux qui ne lui pardonnent pas ses paroles et ceux qui exigeront des actes, les laïcards et les catholiques] il le sait, il subira une pression forte. Y compris à l'intérieur de la République en marche !»

Du côté des catholiques

Pour la presse catholique, le discours du président a provoqué des élans d'espérance, tant dans *La Vie* que dans *La Croix*, mais aussi de la part de l'abbé Grosjean. Dans [La Croix](#), on constate que l'Église est honorée, mais qu'elle n'oublie pas ses désaccords avec l'État, notamment avec Emmanuel Macron. Le professeur d'histoire de la philosophie moderne, Denis Moreau, interrogé par [Le Monde](#), affirme que c'est un «discours de très haute tenue intellectuelle. Il faut ensuite

reconnaître que le Président nous tend la main. En tant que catholique, on ne peut pas envisager de rejeter un tel geste de paix. Peu importe qui est responsable des tensions. Car, pour moi, être catholique, c'est préférer les gestes qui réparent à ceux qui séparent». [La Vie](#) affirme que les catholiques ne doivent plus avoir peur. Allant plus loin, le magazine affirme que l'«on passe de la fausse ignorance à la reconnaissance distante». La première, car la République n'a jamais pu réellement se défaire du catholicisme, puisque si l'État n'est pas religieux, la société peut l'être. La seconde, en invitant les catholiques à «redevenir eux-mêmes», en écho à l'apostrophe de saint Jean-Paul II dans son homélie au Bourget le 1^{er} juin 1980 : «France, qu'as-tu fais des promesses de ton baptême ?» [L'abbé Grosjean](#), dans un style plus incisif, exhorte les catholiques à répondre à l'appel d'Emmanuel Macron, les invitant à ne pas cultiver un «éternel mécontentement» : «Il y a une bienveillance a priori qu'il nous faut choisir d'adopter [...]. L'Église n'est pas dupe. Mais elle ne veut pas non plus renoncer à la confiance.»

Si la presse chrétienne est séduite, elle n'en demeure pas moins méfiante, comme le rappelle l'abbé Grosjean en une phrase qui résonne comme une mise en garde : «Au président et à sa majorité de prouver que tout cela n'était pas qu'une façon de nous faire habilement accepter de nouvelles transgressions éthiques dans quelques mois... L'attente qui peut naître d'un tel discours est forte. La déception qui pourrait en résulter serait immense et sans doute bien difficile à réparer. Les catholiques sont bienveillants et ils veulent construire, mais ils savent aussi se souvenir.»

Pierre Hardon

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr